



## PRÉFET DE LA RÉUNION

Préfecture

SAINT-DENIS, le 01 juin 2016

Direction des relations avec les collectivités  
territoriales et du cadre de vie

Bureau de l'environnement

### ARRÊTE n° 2016 - 982 /SG/DRCTCV

Portant enregistrement de l'élevage de l'EARL le  
MACADAMIA, pour l'exploitation d'un élevage porcin, sur le  
territoire de la commune de Saint Pierre.

**LE PRÉFET DE LA RÉUNION**  
Chevalier de la Légion d'honneur  
Officier de l'ordre national du Mérite

- VU le titre 1<sup>er</sup> et IV du livre V du code de l'environnement en particulier ses articles L.512-7 à L.512-7-7, R.512-46-1 à R.512-46-30 ;
- VU le décret n° 2013-1301 du 27 décembre 2013 modifiant la nomenclature des installations classées pour la protection de l'environnement ;
- VU l'arrêté ministériel du 27 décembre 2013 relatif aux prescriptions générales applicables aux installations relevant du régime de l'enregistrement au titre des rubriques n° 2101-2 et 2102 de la nomenclature des installations classées pour la protection de l'environnement ;
- VU la demande en date du 14 janvier 2016, présentée par l'EARL le MACADAMIA en vue de l'enregistrement d'un élevage de porcs de 745 animaux-équivalents - rubrique 2102-2a de la nomenclature des installations classées, 724 chemin Boissy sur le territoire de la commune de Saint Pierre ;
- VU le dossier technique joint à cette demande, notamment les plans du projet et les justifications de la conformité des installations projetées aux prescriptions générales de l'arrêté ministériel sus-visé, dont l'aménagement a été sollicité ;
- VU L'arrêté préfectoral n° 2016-55 SP/BATDD du 5 février 2016 fixant les jours et heures où le dossier d'enregistrement a pu être consulté par le public ;
- VU les observations du public recueillies entre le 1<sup>er</sup> mars 2016 et le 1<sup>er</sup> avril 2016 inclus ;
- VU les observations du conseil municipal consulté entre le 1<sup>er</sup> mars 2016 et le 16 avril 2016 ;

VU le rapport de l'inspecteur de l'environnement du 30 mai 2016 ;

**CONSIDÉRANT** que la demande d'enregistrement justifie du respect des prescriptions générales des arrêtés de prescriptions générales susvisés et que le respect de celles-ci suffit à garantir la protection des intérêts mentionnés à l'article L 511-1 du code de l'environnement ;

**APRÈS** communication au demandeur du projet d'arrêté statuant sur sa demande d'enregistrement, en date du 11 mai 2016

Sur proposition du secrétaire général de la préfecture.

## ARRÊTE

### TITRE 1 - Portée de l'enregistrement et conditions générales

#### CHAPITRE 1.1 Bénéficiaire et portée

##### Article 1.1.1. Exploitant titulaire, Durée, Péremption

Les installations de l'élevage de l'EARL le MACADAMIA, faisant l'objet de la demande susvisée du 14 janvier 2016 sont enregistrées.

Ces installations sont localisées sur le territoire de la commune de Saint Pierre, 724, chemin Boissy. Elles sont détaillées au tableau de l'article 1.2.1 du présent arrêté.

L'effectif de l'élevage en présence simultanée ne pourra à aucun moment excéder :

- > Porcs : 745 animaux-équivalents,
- > Volailles : 8 160 animaux-équivalents.

L'arrêté portant enregistrement cesse de produire effet lorsque, sauf cas de force majeure, l'installation n'a pas été mise en service dans un délai de trois ans ou lorsque l'exploitation a été interrompue plus de deux ans consécutivement (article R.512-74 du code de l'environnement).

#### CHAPITRE 1.2 Nature et localisation des installations

##### Article 1.2.1. Liste des installations concernées par une rubrique de la nomenclature des installations classées

Les installations relèvent des régimes des rubriques de la nomenclature des installations classées pour la protection de l'environnement suivants :

Rubrique	Alinéa	AS, A, E, D, NC	Libellé de la rubrique (activité)	Nature de l'installation	Capacité autorisée
2102	2a	E	<b>Porcs</b> (activité d'élevage, vente, transit, etc., de) en stabulation ou en plein air, Plus de 450 animaux-équivalents	Élevage de porcs	745 AE
2111	3b	D	<b>Volailles</b> , gibier à plumes (activité d'élevage, vente, etc )	Élevage de volailles	8 160 AE

A (Autorisation) ou AS (Autorisation avec Servitudes d'utilité publique) ou E (Enregistrement) ou D (Déclaration) ou NC (Non Classé)  
Capacité autorisée : éléments caractérisant la consistance, le rythme de fonctionnement, le volume des installations ou les capacités maximales autorisées.

##### Article 1.2.2. Situation de l'établissement

Les installations enregistrées sont situées sur la commune, parcelle et lieu-dit suivants :

Commune	Parcelles	Lieux-dits
Saint Pierre	524, 808, 809, 810, 811 et 261 section EP	Bérive

Les installations mentionnées à l'article 1.2.1 du présent arrêté sont reportées avec leur référence sur un plan de situation de l'élevage tenu à jour et tenu en permanence à la disposition de l'inspection des installations classées.

## ***CHAPITRE 1.3 Conformité au dossier de demande d'enregistrement***

### **Article 1.3.1. Conformité**

Les installations et leurs annexes, objet du présent arrêté, sont disposées, aménagées et exploitées conformément aux plans et données techniques contenus dans les différents dossiers déposés par l'exploitant. En tout état de cause, elles respectent par ailleurs les dispositions du présent arrêté, des arrêtés complémentaires et les réglementations autres en vigueur.

Tout projet de modification à apporter à ces installations doit, avant réalisation, être porté par l'exploitant à la connaissance du préfet, accompagné des éléments d'appréciation nécessaires.

## ***CHAPITRE 1.4 Modifications et cessation d'activité***

### **Article 1.4.1. Porter à connaissance**

Toute modification apportée par le demandeur aux installations, à leur mode d'utilisation ou à leur voisinage, et de nature à entraîner un changement notable des éléments du dossier de demande d'enregistrement, est portée avant sa réalisation à la connaissance du préfet avec tous les éléments d'appréciation.

### **Article 1.4.2. Transfert sur un autre emplacement**

Tout transfert sur un autre emplacement des installations visées sous l'article 1.2 du présent arrêté nécessite une nouvelle demande d'autorisation ou d'enregistrement ou déclaration.

### **Article 1.4.3. Changement d'exploitant**

Dans le cas où l'établissement change d'exploitant, le successeur fait la déclaration au préfet dans le mois qui suit la prise en charge de l'exploitation.

### **Article 1.4.4. Cessation d'activité**

Lorsqu'une installation classée est mise à l'arrêt définitif, l'exploitant notifie au préfet la date de cet arrêt trois mois au moins avant celui-ci.

Il adresse au préfet :

- un plan à jour du site ;
- un mémoire sur les mesures prises pour assurer la protection des intérêts visés à l'article L 511-1 du code de l'environnement ;
- une description de l'insertion du site dans le paysage et son environnement ;
- une description des mesures prises ou prévues pour l'évacuation ou l'élimination des déchets présents sur le site ;
- une étude sur l'usage ultérieur qui peut être fait du site, notamment en termes d'utilisation du sol ou du sous-sol ;
- une description du démantèlement des installations ou de leur nouvelle utilisation ;
- en cas de besoin, la surveillance qui doit encore être exercée sur le site.

La notification prévue ci-dessus indique les mesures prises ou prévues pour assurer, dès l'arrêt de l'exploitation, la mise en sécurité du site. Ces mesures comportent notamment :

- l'évacuation des produits dangereux et « la gestion des déchets » présents sur le site ;
- des interdictions ou limitations d'accès au site ;
- la suppression des risques d'incendie et d'explosion ;
- la surveillance des effets de l'installation sur son environnement.

En outre, l'exploitant doit placer le site de l'installation dans un état tel qu'il ne puisse porter atteinte aux intérêts mentionnés à l'article L 511-1 et qu'il permette un usage futur du site déterminé selon les dispositions des articles R 512-46-26 et R 512-46-27 du code de l'environnement.

## ***CHAPITRE 1.5 Prescriptions techniques applicables***

### **Article 1.5.1. Prescriptions des actes antérieurs**

Les prescriptions associées à l'enregistrement se substituent à celles des actes administratifs antérieurs. Ainsi, les prescriptions des élevages suivants :

- › élevage de porcs déclaré pour un effectif de 255 animaux-équivalents (récépissé de déclaration du 26/04/2001),
- › élevage de porcs déclaré pour un effectif de 326 animaux -équivalents (récépissé de déclaration du 08/84/2002),
- › élevage de volailles déclaré pour un effectif de 8 160 animaux -équivalents (récépissé de déclaration du 20/09/2007),

sont abrogées.

## Article 1.5.2. Arrêtés ministériels de prescriptions générales, Aménagements des prescriptions

S'appliquent à l'élevage les prescriptions de l'arrêté ministériel du 27 décembre 2013 relatif aux prescriptions générales applicables aux installations relevant du régime de l'enregistrement au titre des rubriques n° 2101-2 et 2102 de la nomenclature des installations classées pour la protection de l'environnement.

## TITRE 2 - Épandages

### Article 2.1.1. Règles générales

Les effluents d'élevage de l'exploitation peuvent être soumis à une épuration naturelle par le sol et son couvert végétal.

L'exploitant est autorisé à pratiquer l'épandage de ses déjections et/ou effluents sur les parcelles, dont le plan figure annexé au dossier de demande d'enregistrement.

La nature, les caractéristiques et les quantités d'effluents destinés à l'épandage sont telles que leur manipulation et leur application ne portent pas atteinte, directe ou indirecte, à la santé de l'homme et des animaux, à la qualité et à l'état phytosanitaire des cultures, à la qualité des sols et des milieux aquatiques, et que les nuisances soient réduites au minimum.

Les opérations d'épandage sont conduites afin de valoriser au mieux les éléments fertilisants contenus dans les effluents et d'éviter toute pollution des eaux.

### Article 2.1.2. Origine des effluents à épandre

Les déjections et/ou effluents à épandre sont issus de ses élevages porcin, bovins et de volailles.

Aucun autre déchet ne pourra être incorporé à ceux-ci en vue d'être épandu.

### Article 2.1.3. Caractéristiques de l'épandage

Les effluents à épandre provenant de l'élevage présentent les caractéristiques suivantes :

Effluents	N total (en kg)	N efficace (en kg)	P <sub>2</sub> O <sub>5</sub> efficace (en kg)	K <sub>2</sub> O efficace (en kg)
Lisier de porcs	4 853	1 941	2 817	3 321
Ovins et caprins	772	154	492	1 312
Volailles	1 797	899	973	1 977
<b>TOTAL</b>	<b>7 422</b>	<b>2 994</b>	<b>4 283</b>	<b>6 610</b>

### Article 2.1.4. Quantité maximale annuelle à épandre à l'hectare

La fertilisation doit être équilibrée et correspondre aux capacités exportatrices réelles de la culture ou de la prairie concernée.

En aucun cas la capacité d'absorption des sols ne doit être dépassée, de telle sorte que ni la stagnation prolongée sur les sols, ni le ruissellement en dehors du champ d'épandage, ni une percolation rapide vers les nappes souterraines ne puissent se produire.

Les apports azotés, toutes origines confondues (effluents d'élevage, effluents d'origine agroalimentaire, engrais chimique ou autres apports azotés d'origine organique ou minérale), sur les terres faisant l'objet d'un épandage, tiennent compte de la nature particulière des terrains et de la rotation des cultures.

La fertilisation azotée organique est interdite sur toutes les légumineuses sauf la luzerne et les prairies d'association graminées-légumineuses.

### Article 2.1.5. Mise à disposition des parcelles pour l'épandage par un tiers

Un contrat lie le producteur d'effluents d'élevage à un exploitant qui valorise les effluents. Ce contrat définit les engagements de chacun ainsi que leurs durées

Des bons d'enlèvement doivent être remis au bénéficiaire après chaque opération de transfert d'effluents.

### Article 2.1.6. Périmètre d'épandage

Le périmètre retenu pour l'épandage est le suivant :

Commune	Superficie totale (en ha)	Superficie Potentiellement Épandable (en ha)	Type de culture
Saint Pierre	247,05	150,23	Canne à sucre
Saint Pierre	0,00	0,38	Prairie
Saint Pierre	0,00	2,63	Autres
<b>TOTAL superficie</b>	<b>247,05</b>	<b>153,24</b>	

Le détail du périmètre retenu est joint en annexe du présent arrêté.

## TITRE 3 - Modalités d'application - Voies de recours

### Article 3.1.1. Frais

Les frais inhérents à l'application des prescriptions du présent arrêté sont à la charge de l'exploitant.

### Article 3.1.2. Mesures de publicité

En vue de l'information des tiers :

1. une copie de l'arrêté portant enregistrement est déposée à la mairie de Saint Pierre et peut être consultée ;
2. une copie de cet arrêté est publiée au recueil des actes administratifs de la préfecture ;
3. un extrait de cet arrêté, comportant notamment toutes les prescriptions auxquelles est soumise l'exploitation de l'établissement, est affiché pendant un mois à la porte de la mairie par les soins du maire ;
4. le même extrait est affiché de façon visible en permanence dans l'établissement par les soins de l'exploitant ;
5. une copie de l'arrêté est adressée à chaque conseil municipal ayant été consulté ainsi qu'aux autorités mentionnées à l'article R. 512-22 ;
6. un avis est inséré, par les soins du préfet et aux frais de l'exploitant, dans deux journaux diffusés dans le département.

### Article 3.1.3. Délais et voies de recours

En application de l'article L. 514-6 du code de l'environnement, le présent arrêté est soumis à un contentieux de pleine juridiction.

Il peut être déféré à la juridiction administrative territorialement compétente :

- 1° par les tiers, personnes physiques ou morales, les communes intéressées ou leurs groupements, en raison des inconvénients ou des dangers que le fonctionnement de l'installation présente pour les intérêts mentionnés aux articles L. 211-1 et L. 511-1 dans un délai de quatre mois à compter de la publication ou de l'affichage de la présente décision.
- 2° par les demandeurs ou exploitants, dans un délai de deux mois à compter de la date à laquelle la décision leur a été notifiée.

Toutefois, si la mise en service de l'installation n'est pas intervenue six mois après la publication ou l'affichage de ces décisions, le délai de recours continue à courir jusqu'à l'expiration d'une période de six mois après cette mise en service.

Les tiers qui n'ont acquis ou pris à bail des immeubles ou n'ont élevé des constructions dans le voisinage d'une installation classée que postérieurement à l'affichage ou à la publication de l'arrêté autorisant l'ouverture de cette installation ou atténuant les prescriptions primitives ne sont pas recevables à déférer ledit arrêté à la juridiction administrative.

### Article 3.1.4. Exécution et copie

Le secrétaire général de la préfecture, le sous-préfet de Saint-Pierre, le sénateur-maire de Saint Pierre, le directeur de l'alimentation, de l'agriculture et de la forêt sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera inséré au recueil des actes administratifs de la préfecture.

Copie en sera adressée à messieurs :

- le sénateur-maire de Saint Pierre ;
- le sous-préfet de Saint-Pierre ;
- le directeur de l'environnement, de l'aménagement et du logement/ SPREI et SEB ;
- le directeur de l'alimentation, de l'agriculture et de la forêt.

Le préfet,  
Pour le Préfet et par délégation  
le Secrétaire Général  
  
Maurice BARATÉ

## ANNEXE : PARCELLES D'ÉPANDAGE

Exploitant	Commune	Références cadastrales	Superficie totale (en ha)	SPE (en ha)	Type de culture
S.C.A.B.	Saint Pierre	EP 001	7,58	6,97	Canne à sucre
		EP 002	8,85	8,09	
		EP 007	3,70	3,38	
		Partie EP 010	16,58	14,86	
		EP 018	2,12	2,01	
		EP 019	0,12	0,11	
		EP 020	1,00	1,00	
		EP 021	1,69	1,39	
		EP 022	1,51	1,31	
		EP 023	1,41	1,20	
		EP 024	1,45	1,32	
		EP 025	1,98	1,98	
		EP 026	2,92	2,92	
		EP 027	0,32	0,32	
		EP 028	1,03	1,03	
		EP 029	1,01	1,01	
		EP 030	4,20	4,20	
		EP 031	3,66	3,66	
		EP 032	1,35	1,35	
		EP 034	3,83	3,64	
		EP 035	2,30	2,30	
		EP 040	2,52	2,52	
		EP 041	2,28	2,28	
		EP 046	4,81	3,83	
		EP 047	2,23	2,12	
		EP 121	1,47	1,47	
		Partie EP 348	6,97	6,06	
		EP 349	25,66	24,17	
		Partie EP 461	76,39	43,63	
		Partie CR 038	8,10	4,49	
		Partie EO 059	6,29	4,83	
		Partie ER 028	13,00	4,27	
Partie ER 554	24,07	15,30			
Partie EP 809	0,72	0,33			
Partie EP 811	1,45	0,35			
EE 261	0,44	0,25			
Partie EP 524	1,98	0,02			
	<b>TOTAL</b>		<b>247,05</b>	<b>150,22</b>	

<b>Exploitant</b>	<b>Commune</b>	<b>Références cadastrales</b>	<b>Superficie totale (en ha)</b>	<b>SPE (en ha)</b>	<b>Type de culture</b>
EARL Le MACADAMIA	Saint Pierre	Partie EP 811	1,45	0,30	Prairie
		Partie EP 524	1,98	0,08	
<b>TOTAL</b>				<b>0,38</b>	

<b>Exploitant</b>	<b>Commune</b>	<b>Références cadastrales</b>	<b>Superficie totale (en ha)</b>	<b>SPE (en ha)</b>	<b>Type de culture</b>
S.C.A.B.	Saint Pierre	Partie EP 010	16,58	0,93	Autres
		Partie EP 811	0,72	0,26	
EARL Le MACADAMIA	Saint Pierre	Partie EP 811	1,45	0,52	
		Partie EP 811	1,98	0,92	
<b>TOTAL</b>				<b>2,63</b>	

<b>TOTAL toutes cultures</b>	<b>247,05</b>	<b>153,24</b>
------------------------------	---------------	---------------